

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Cône Sud

Argentine, Chili, Paraguay, Uruguay

Une publication du Service Economique Régional de Buenos Aires en collaboration avec le Service économique de Santiago
Du 15 au 28 novembre 2024

Déplacements du Président de la République en Argentine et au Chili, notamment pour renforcer les coopérations économiques bilatérales dans les pays du Cône Sud

Le Président de la République Emmanuel Macron s'est rendu en Argentine les 16 et 17 novembre à l'invitation du Président Javier Milei, en amont du Sommet du G20 organisé à Rio de Janeiro. Les deux présidents ont eu des échanges denses et approfondis sur **l'agenda multilatéral** mais aussi sur le **renforcement des relations bilatérales**, en particulier dans le domaine économique, où le Président Macron a pu mettre en valeur l'intensité de la présence française en Argentine et l'ampleur des investissements récents opérés par les entreprises françaises. Il a été convenu d'approfondir les coopérations dans plusieurs domaines stratégiques (métaux critiques, nucléaire, spatial, intelligence artificielle...). Le Président de la République s'est aussi **entretenu avec plusieurs grands investisseurs** argentins ayant des projets d'investissements en France ou des partenariats avec des entreprises françaises (notamment Globant, Mercado Libre, Corporacion America, PanAmerican Energy), et ceux-ci ont été invités à participer au prochain Sommet Choose France en mai 2025.

LE CHIFFRE A RETENIR

+0,5 % du PIB

L'excédent budgétaire argentin accumulé sur les 10 premiers mois de l'année après un déficit de -5,6 % du PIB en 2023

Le Président de la République s'est ensuite rendu au Chili, du 19 au 21 novembre, axant son déplacement sur le renforcement des relations commerciales, la protection de l'environnement, la collaboration scientifique et technologique. Avec son homologue chilien le président Gabriel Boric, il a présidé la cérémonie de **signature de l'accord de coopération stratégique pour la création du centre binational franco-chilien sur l'intelligence artificielle** entre le Ministère chilien des Sciences et l'Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique (Inria), pour développer des partenariats franco-chiliens innovants avec de multiples acteurs (universitaires, startups, industriels, etc.) visant à déboucher sur des projets appliqués. Le Président a également pu **s'entretenir avec plusieurs investisseurs chiliens** afin de les inciter à investir en France.

Au Congrès national, le président Macron a prononcé un discours appelant à renforcer les relations entre la France, l'Europe et l'Amérique latine afin de faire face aux défis mondiaux, notamment la protection de l'environnement et de la biodiversité, ainsi que les conflits internationaux. A Valparaíso, le Président a aussi visité le brise-glace « Almirante Viel », et a lancé, avec le président chilien Boric, « **l'appel de Valparaíso** » sur la protection des océans qui ambitionne (i) d'approfondir les connaissances sur l'océan ; (ii) de protéger l'océan et la biodiversité marine grâce à un multilatéralisme environnemental renforcé ; (iii) de lutter contre la pêche illégale ; et (iv) de faire de l'océan un vecteur de décarbonisation des économies.



Le Président de la République Emmanuel Macron aux côtés du président argentin Javier Milei (gauche) et du président chilien Gabriel Boric (droite).

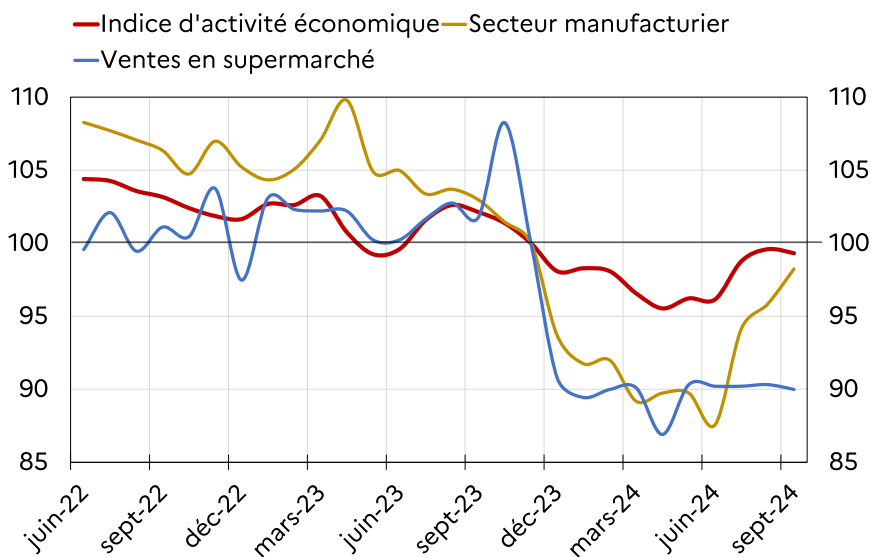
Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2023	-1,6%	0,2%	4,7%	0,4%
Inflation (fin de période)	2023	211,4%	3,9%	3,7%	5,1%
Solde budgétaire (% du PIB)	2023	-4,3%	-2,5%	-4,5%	-3,1%
Dette publique (% du PIB)	2023	154,4%	39,4%	40,3%	60,3%
Solde courant (% du PIB)	2023	-3,5%	-3,6%	0,2%	-3,9%
Dette extérieure (% du PIB)	2023	113,7%	73,1%	32,6%	67,2%
Prévisions et anticipations					
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2024	120,0%	4,5%	4,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2024	-3,6%	2,6%	3,8%	3,2%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2024	-3,8%	2,3%	4,0%	3,3%
Croissance du PIB réel - FMI	2025	5,0%	2,4%	3,8%	3,0%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2025	3,6%	2,4%	4,0%	2,5%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2023	655	335	43,8	77,2
Population (millions)	2023	46,7	19,9	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, Our World in Data, SER Buenos Aires

Graphique de la semaine

Argentine – Evolution des indicateurs d'activité (base 100 = nov 2023)



Sources : INDEC, SER de Buenos Aires

ARGENTINE

Le gouvernement prévoit un projet de loi visant à promouvoir les investissements et l'emploi pour les PME

Lors de la 30ème Conférence industrielle organisée par l'Unión Industrial Argentina (UIA) le 26 novembre, le gouvernement a indiqué qu'il présenterait au Congrès un projet de loi de promotion des investissements et de l'emploi pour les petites, moyennes et grandes entreprises.

Le projet comportera divers avantages fiscaux, tels que le remboursement anticipé de la TVA et l'amortissement accéléré aux fins de l'impôt sur le revenu pour les investissements supérieurs à 150 k USD s'agissant des TPE ; 600 k USD pour les petites entreprises ; entre 3,5 M USD et 9 M USD pour les entreprises de taille intermédiaire ; et 30 M USD pour les autres entreprises. Ces mesures s'appliquent à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, afin de tenir des capacités de chacune en fonction de la catégorie à laquelle elles appartiennent. Le texte prévoit également une exonération des droits d'exportation (retenciones) sur les exportations additionnelles de biens industriels qui seront réalisées par des PME. Le projet de loi prévoit des mesures spécifiques pour le secteur agricole (notamment le remboursement anticipé de la TVA et un amortissement accéléré pour encourager les investissements dans les systèmes d'irrigation et des filets anti-grêle, afin d'atténuer les effets des phénomènes climatiques extrêmes). D'autres mesures sont prévues afin d'alléger la pression sur les liquidités des producteurs, en réduisant notamment le taux de TVA sur l'énergie pour les systèmes d'irrigation agricole (de 27% à 10,5%).

En matière de droit du travail, le projet prévoit de cristalliser les mesures qui avaient été adoptées dans le cadre du décret national d'urgence (DNU) 70/23 du 20 décembre 2023 et qui sont aujourd'hui contestées devant la justice, notamment sur l'encadrement du montant des honoraires d'avocats et des indemnités prud'hommales pour les TPE et PME, ainsi que la possibilité pour ces dernières de régler les indemnisations en plusieurs tranches (indexées sur l'inflation). Il prévoit enfin de moderniser le droit du travail dans l'agriculture

et d'encourager l'emploi dans le secteur privé, à travers la réduction – pour une durée d'un an – des charges patronales pour tout nouvel emploi créé et l'octroi d'un crédit d'impôt – pour une durée de deux ans – pour les entreprises qui emploient des personnes issues du secteur public national, provincial et municipal.

Ce dispositif était très attendu des entreprises argentines qui réclament depuis plusieurs mois l'extension des bénéfices du Régime d'incitation aux grands investissements (RIGI) – dédié aux investissements supérieurs à 200 M USD – afin que l'industrie nationale puisse rivaliser avec le marché extérieur, dans un contexte d'ouverture du pays à la concurrence internationale.

L'activité stagne en septembre (-0,3 % en v.m), avec des divergences entre secteurs

L'indicateur mensuel d'activité de l'INDEC indique une légère baisse de l'activité en septembre par rapport à août, avec -0,3 % en v.m, et atténuant la vigueur de la reprise au T3, après les chiffres encourageant de l'hiver austral (+2,7 % en v.m en juillet, +0,9 % en août). L'activité s'est contractée de 3,3 % en g.a en septembre, dans la lignée de la forte récession depuis le début d'année. L'activité économique continue de fortement différer selon les secteurs ; onze secteurs d'activités ont enregistré une baisse en septembre dont l'industrie piscicole (-37,6 % en v.m ; -25,2 % en g.a) et l'électricité, gaz et eau (-10,9 % en v.m), alors que d'autres secteurs progressent tels que l'industrie minière (+1,8 % en v.m) et la restauration (+2,8 % en v.m). De plus, la baisse du taux de change réel et l'ouverture aux importations posent de nombreux défis pour des secteurs très exposés comme le tourisme (baisse de la fréquentation hôtelière de 19 % en g.a en septembre).

Côté demande, la situation reste contrastée. La consommation des ménages est toujours faible, avec des ventes en supermarché restant inférieures aux niveaux de l'année dernière (-12,8 % en g.a), bien qu'elles aient progressé en rythme mensuel (+0,5 % en v.m). Malgré le redressement des salaires (+4,7 % en v.m) qui rattrapent lentement l'inflation, le revenu disponible des ménages a chuté de 14 % par rapport à octobre 2023 traduisant l'érosion du pouvoir d'achat.

En variation trimestrielle, l'économie argentine a cependant rebondi de 3,4 % au T3, et les premiers chiffres d'octobre augurent d'un T4 plus favorable.

Les ventes immobilières ont fortement augmenté en septembre et octobre soutenues en partie par la reprise du crédit hypothécaire et la stabilité du taux de change (qui renforce la confiance des investisseurs). Le ralentissement de l'inflation en novembre (attendue à 2,9 % selon le consensus de marché de la BCRA) associé à une augmentation du crédit, permettrait une amélioration de la consommation. L'année 2025 sera cruciale pour l'économie réelle, afin de confirmer les attentes des marchés, en témoigne la forte hausse de la valeur des actions en 2024 (+200 % sur l'année 2024) et la progression du S&P Merval (+100 %).

Fitch réhausse la note de l'Argentine à CCC

Fitch a relevé de la note de l'Argentine de « CC » à « CCC », justifiant cette amélioration par une confiance accrue dans la capacité des autorités à effectuer ses prochains paiements obligataires en devises étrangères sans avoir recours à de l'aide extérieure. Pour rappel, l'Argentine fera face à des échéances à hauteur de 17 Mds USD en 2025, dont 4,3 Mds USD en janvier. L'agence de notation insiste sur les effets positifs de la première phase du régime d'amnistie fiscale, lancée en août, s'est clôturée le 8 novembre et a permis de régulariser 22,5 Mds USD et d'augmenter les réserves internationales de 3,6 Mds USD alors que celles-ci étaient en baisse au T2. Cette amélioration du risque souverain se reflète dans les **spreads obligataires**, mesurés par l'indice risque pays EMBI de JP Morgan, lequel a atteint son **plus bas niveau depuis 2019**, à 755 au 28 novembre.

Fitch alerte tout de même sur le niveau de risque souverain de l'Argentine : la notation « CCC », reste en effet en catégorie « ultra-spéculative ». Le niveau de réserves de change, à 31 Mds USD reste faible, d'autant que la majorité de ces réserves provient de la ligne de swap de 18 Mds USD avec la Chine, dont seul 5 Mds sont réellement utilisables par la Banque Centrale argentine. En outre, les prochaines étapes de politique de change restent en question, et notamment la sortie du régime de contrôle du change, qui pourrait être fortement déstabilisatrice.

L'Argentine signe avec le Brésil un accord clé afin d'accélérer ses exportations de gaz

En marge du Sommet G20, le ministre des finances argentin, Luis Caputo, a signé avec le ministre des mines et de l'énergie du Brésil, Alexandre Silveira, un accord pour accroître les exportations de gaz argentin vers le Brésil, à partir du gisement de Vaca Muerta (2e réserves mondiales de gaz de schiste). Cet accord vise à atteindre de 30 millions de mètres cube de gaz naturel exportés par jour (soit 27% de la consommation journalière du pays en 2023) d'ici 5 ans par la construction d'infrastructures de connexion adaptées. Il est prévu que les exportations progressent graduellement à 2 Mm3/j dans le court terme (via le gazoduc existant) et augmentent d'ici 3 ans à 10 millions de m3/j puis 30 millions de m3/j d'ici 2030. Un groupe de travail bilatéral a été créé pour déterminer les besoins en infrastructures dans les deux pays pour exporter principalement le gaz naturel de Vaca Muerta. Si, du point de vue du Brésil, l'accord a été présenté comme un moyen d'abaisser la facture énergétique de son industrie, pour l'Argentine cet accord permettrait à terme de renforcer les exportations en devises et de réduire la dépendance du pays à son secteur agricole.

Par ailleurs, l'Argentine vise toujours le développement d'une filière et de terminaux GNL pour atteindre d'autres marchés internationaux, notamment en Europe. Lors d'un événement tenu le 14 novembre au ministère des affaires étrangères argentin, le groupe pétrolier PAEG a annoncé son projet d'exportation de GNL en partenariat avec la norvégienne Golar. Détenu par la famille argentine Bulgheroni (25%), BP (50%) et le chinois CNOOC (25%), PAEG est le deuxième producteur de pétrole du pays (15% du pétrole produit en 2024), après la société étatique argentine YPF (48%), et le quatrième producteur de gaz (13% du gaz en 2024), après YPF (25%), TotalEnergies (22%), Tecpetrol (14%). Son projet, auquel YPF a adhéré cette semaine, vise à exporter à partir de 2027 jusqu'à 11,4 Mm3/j de gaz sous forme de GNL. Le niveau d'investissement nécessaire pour développer ce projet est modeste -environ 300 MUSD- étant donné qu'il est prévu d'utiliser l'infrastructure de transport existante (le gazoduc GPNK) pour alimenter un navire de liquéfaction qui serait fourni

par Golar, le « Hilli Episeyo ». Bien que la capacité de liquéfaction du navire soit négligeable (0,6% du marché global), si ce projet avance le secteur privé pourrait démontrer ses capacités en tant qu'exportateur de gaz fiable et attirer d'autres investisseurs.

L'excédent budgétaire se confirme en octobre, à +0,5 % du PIB

L'Argentine a enregistré en octobre son 10e mois consécutif d'excédent budgétaire, représentant 0,5 % du PIB, avec un excédent primaire de 1,8 % du PIB, suivant la politique d'assainissement drastique des finances publiques en 2024. Bien que les recettes sur le mois aient chuté de 8,6 % en g.a en termes réels, la baisse des dépenses (-23,2 % en g.a) a permis au gouvernement d'atteindre un nouvel excédent budgétaire mensuel. La baisse des dépenses s'est réalisée par le biais d'une diminution des prestations sociales (-18,4 % en g.a; contribution de 22 % aux économies réalisées en octobre contre 35 % sur les 9 premiers mois), des dépenses d'investissement (-77,6% ; 24 % des économies en octobre comme sur les 9 premiers mois), des dépenses de fonctionnement (-22,7 % ; 15,9 % et 13 %) et des subventions économiques (11,9 % et 13 %). Par ailleurs, les transferts courants aux Provinces ont chuté de 50,7 % g.a en octobre, représentant 8,9 % des baisses de dépenses totales du mois.

Le maintien d'un excédent budgétaire en octobre malgré la réduction de la contribution des retraites traduit une plus grande soutenabilité de l'ajustement budgétaire. Avec une inflation mensuelle sous les 3 % en octobre, et si elle venait à se maintenir ainsi voir à baisser, l'indexation des retraites sur l'inflation avait permis, sur le T1, de baisser drastiquement ses dépenses en termes réels. Côté recettes, jusqu'alors, le maintien du niveau de ressources, malgré la forte récession, était en partie portée par les impôts sur les transactions étrangères (imports et exports) et notamment l'impôt PAIS (impôt sur l'achat de devises) qui sera supprimé par J. Milei le 23 décembre prochain. En effet, durant les 8 premiers mois de 2024, l'impôt PAIS à 17,5 % a représenté une contribution deux fois plus importante aux recettes (6,2 %) que lors du mois d'octobre (3,1 %)

alors qu'il avait été abaissé à 7,5 % en septembre. L'abandon de cette taxe à la fin de l'année fera pression à la baisse sur l'excédent budgétaire pour l'année 2025, et le maintien d'un niveau de recettes suffisants dépendra de la reprise économique (croissance attendue à 3,6 % par le consensus de marché). Le vote du Paquet fiscal en juin (qui annonçait la modification de l'impôt sur le revenu (« ganancias ») avec l'abaissement du seuil minimum à 1,2 MARS (1 379 USD) et la progressivité de l'impôt de 5 % à 35 %) pourrait permettre d'après le cabinet de conseil EcoGo de soutenir le budget de l'Etat en 2025 en apportant 2 points de PIB aux recettes, en portant le nombre de contribuables à un million.

CHILI

Timides avancées sur le développement de la filière hydrogène

Le sous-secrétaire aux forces armées, Galo Eldestein, a annoncé le 24 novembre l'octroi de cinq concessions maritimes pour des projets d'hydrogène dans la région de Magallanes, pour un montant total de près de 30 Mds USD. Les temps d'instruction se sont échelonnés entre 14 et 31 mois au maximum. Parmi les entreprises concernées, HIF et Austria Energy. Cette annonce est un signal fort envoyé par les autorités à l'industrie mais il ne s'agit que d'une première étape, les projets devant ensuite être examinés par le Service d'évaluation environnemental (SEA).

Côté français, Totalénergies dont l'investissement annoncé s'élève à 16,3 Mds USD, le plus grand projet d'hydrogène en Amérique latine, a déposé sa demande de concession maritime en septembre et espère bénéficier d'un traitement administratif rapide. Le groupe a indiqué pouvoir présenter son étude d'impact environnementale début 2025. Il s'agit d'importantes avancées pour la société qui cherche à exporter sa production vers l'Europe (not. l'Allemagne) et l'Asie (Japon et Corée du Sud) bien que Total ait déclaré qu'il n'y ait à ce jour pas de demande garantie (offtakers identifiés) pour les 5 000 premiers MW qui devraient être disponibles d'ici à 2032-2033.

On observe en parallèle une structuration progressive de l'écosystème régional dans le secteur de l'hydrogène : Fundación Chile, un

partenariat public-privé dont l'objectif est de promouvoir la transformation du Chili vers le développement durable, s'est vu attribuer par la CORFO (agence d'innovation chilienne) la responsabilité de mettre en place le Centre technologique de l'hydrogène vert de Magallanes. La création de ce centre était l'une des priorités de la feuille de route régionale à laquelle toutes les parties prenantes locales ont participé et où il a été convenu que cette infrastructure était essentielle pour relever les défis environnementaux, sociaux et technologiques que cette nouvelle industrie pose dans la région de Magallanes.

Le centre devrait à terme fournir des infrastructures, des capacités technologiques et du capital humain pour promouvoir le développement durable de l'industrie de l'hydrogène vert et de sa chaîne de valeur. EDF qui développe également un méga projet d'hydrogène vert dans la région de Magallanes est partenaire du projet. Sont également partenaires : le Centre de recherche technique de Finlande LTD (VTT), HUB FPYME Magallanes, l'Université du Chili, l'Université Adolfo Ibáñez et l'Agencia de Sostenibilidad Energética, ainsi que, côté entreprises, ENAP, HNH ENERGY, HIF, EDELMAG, Consorcio Austral et TEG CHILE, aux côtés d'EDF.

Le FMI revoit à la baisse ses projections de croissance pour 2024, malgré un bon T3

L'économie chilienne enregistre une croissance de 2,3 % en g.a au T3 2024, confirmant sa reprise après l'atonie de la croissance en 2023 (+0,2% sur l'année) et deux premiers trimestres dynamiques (+2,5 % au T1 et +1,6 % au T2). Du côté de la demande interne (+0,5 % g.a), la croissance a été portée par la consommation des ménages, en hausse de 1,0 % g.a et des administrations publiques (+5,3 % g.a). L'investissement est cependant en net repli, avec une formation brute de capital fixe sur la période en baisse de 3,8%. Le commerce extérieur est quant à lui plus dynamique, avec des exportations en croissance de +6,4 % g.a, notamment grâce à la bonne performance du secteur minier, principal fer de lance de l'appareil exportateur chilien. En effet, du côté de l'offre, ce sont principalement les activités minières (+5,1 %), de service personnel (+7,1 %), de

la mine des transports (+6,7 %), de l'industrie manufacturière (+3,2 %) et du commerce (+3,5 %) qui ont tiré le PIB à la hausse. Par rapport au T2, le PIB a crû de 0,7 % v.t.

Le Fonds Monétaire International (FMI), a publié, mardi 26 novembre, les conclusions de sa mission au titre de l'Article IV de ses Statuts. Il salue le retour à l'équilibre de l'économie chilienne mais s'inquiète de la multiplication de risques structurels pouvant impacter son potentiel de croissance. Le FMI note d'importants progrès sur les principaux déséquilibres de l'économie chilienne : l'activité économique croît autour de son potentiel et la position des comptes courants a continué à se renforcer. Toutefois, la reprise a été inégale selon les secteurs, le marché du travail est à la traîne et les pressions inflationnistes n'ont pas encore disparu. Les besoins en matière de politique sont désormais principalement de nature structurelle. Les priorités consistent à stimuler la croissance et l'emploi à moyen terme, à renforcer les amortisseurs budgétaires, le secteur financier et les réserves internationales, en particulier dans le contexte d'un environnement mondial difficile, et à poursuivre la réduction des inégalités. En conséquence, et dans le sillage de la publication du chiffre de croissance du T3, le Fonds a revu à la baisse sa prévision de croissance, de +2,5 % à +2,3 % en 2024. La Banque centrale chilienne quant à elle s'attend à une croissance comprise entre 2,25 % et 2,75 % sur l'année.

Le Fonds recommande au Chili de rendre plus agiles les procédures d'obtention des différents permis sectoriels et environnementaux, pour ne pas entraver l'investissement. Dans ce contexte, la réforme présentée par le Gouvernement Boric, dans le cadre d'une modification de la loi générale sur l'urbanisme et les constructions, qui vise à établir des règles, des limites et des durées d'instruction des plans d'urbanisme locaux semble aller dans le bon sens. À l'inverse, les discussions en cours sur le projet de loi relatif aux permis sectoriels, porté par le ministère de l'Économie, et qui ont porté ces derniers jours sur la création d'un bureau en charge de la « permisologie » font surgir de nouvelles inquiétudes, son champ de compétence semblant en passe d'être réduit et son rattachement (au ministère et non pas à un niveau décentralisé) questionnant l'effectivité des contrôles à venir.

URUGUAY

Le candidat de l'opposition de gauche, Y.Orsi remporte l'élection présidentielle

Le candidat de l'opposition de gauche du parti *Frente Amplio* en Uruguay, Yamandú Orsi, a été élu président à l'issue du second tour dimanche, évinçant la coalition conservatrice au pouvoir, avec 49,8 % des voix, contre 45,9 % pour A. Delgado. Avec un taux de participation de 90% dans ce pays où le vote est obligatoire, ce résultat est sans appel après des semaines où les deux adversaires semblaient à égalité dans les sondages. Plutôt modéré sur le plan économique le futur président n'a pas manifesté d'intention de procéder à des changements radicaux. Bien qu'il ait promis de diriger une « nouvelle gauche », son programme rassemble des politiques pro-business et le renforcement d'aides sociales mises en place par le président J. Mujica et d'autres dirigeants du *Frente Amplio*. Il propose des incitations fiscales pour attirer les investisseurs et revitaliser le secteur agricole, ainsi que des réformes afin d'abaisser l'âge de la retraite qui avait été poussé à 65 ans en 2023.

Sur les marchés, la réaction a été plutôt positive dans un contexte d'inflation en baisse (5,0 % en octobre, -0,3 % en v.m). Moody's s'est montré optimiste quant au redressement de la dynamique de croissance de l'Uruguay, soulignant la stabilité politique du pays et le niveau d'IDE (2,3 Mds USD de flux en 2023), notamment dans l'hydrogène vert. L'agence prédit une forte croissance du PIB d'environ +3,5 % en 2024 (+2,5 % à moyen terme), conséquence de la reprise après la sécheresse de 2023 (la pire depuis un siècle) et qui viendrait revigorer le taux de croissance modeste pré-pandémie de 1 %. La notation est maintenue à Baa1, et pourrait être améliorée si une croissance plus forte et des réformes fiscales supplémentaires conduisent à une réduction substantielle de la

charge de la dette (64,5 % du PIB, +6,9 % en g.a) et à une charge d'intérêts plus faible. La Banque mondiale a estimé la croissance attendue pour cette année à 3,2 %, tandis que le FMI a projeté 3,7 %. A moyen terme, le maintien d'un taux de croissance élevé et le vieillissement de la population feront partie des nombreux défis qui attendent l'Uruguay.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Ayathassen Bensaid
Service Economique Régional de Buenos Aires

Rédaction : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Abonnez-vous : ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr